Elections européennes : en Italie, l'éducation, terrain de jeux idéologique du gouvernement Meloni



« Pas si inquiétante », « ce n'est pas le fascisme de Mussolini non plus », voilà le genre de petites phrases que l'on entend de plus en plus concernant Georgia Meloni et son gouvernement. Il est vrai que l'extrême droite n'est qu'une composante du gouvernement italien d'union nationale, mais on est loin de la Dolce Vita : femmes, homosexuel.les, migrants autant de persona non grata pour les « melonistes ». Qu'en est-il pour l'éducation ? Après la Hongrie d'Orban, tour d'horizon de ce qui se passe de l'autre côté des Alpes.

L'extrême droite dirige la politique éducative italienne en la personne du ministre de « *l'Éducation et du Mérite* » Guiseppe Valditara, membre de la Lega, (le parti de Matteo Salvini). **L'une de ses priorités ? Redonner du pouvoir aux hommes dans un métier « trop féminisé »**. Une solution selon lui pour « *renforcer l'autorité* » et ainsi « *redresser* » les performances des établissements scolaires. Il mettra en place des quotas à la rentrée prochaine pour recruter plus d'hommes à la tête des écoles.

Subordonner l'école au marché

Pour **raviver le sentiment patriotique**, comme l'explique le quotidien *La Stampa,* il créé des lycées « *Made in Italy* ». Objectif affiché : lutter contre le chômage des jeunes (22% actuellement). Ces lycées doivent aussi redorer la filière technique et professionnelle et l'adapter aux besoins de l'économie. **L'école sera subordonnée au marché p**ar une procédure d'orientation très précoce et l'ouverture des apprentissages techniques avec une **co-conception pédagogique avec les entreprises.**

Enfin, le ministre déclare vouloir s'attaquer aux inégalités régionales. Il a donc lancé un plan d'action de 31 millions d'euros pour les écoles du Sud en particulier en ciblant le décrochage scolaire qui y est particulièrement fort. Les conditions scolaires y sont très dégradées, fautes de

services et de transports, le taux d'analphabétisme atteint 7 % en Calabre, 6,7% en Basilicate, et 8% des étudiants du Sud migrent vers le Nord pour poursuivre leurs études. Mais, au lieu de lutter contre les causes du décrochage, en contrepartie de l'argent investi, il menace d'emprisonner jusqu'à deux ans les parents d'enfants décrocheurs. Le ministre souhaiterait également proposer des s**alaires différenciés en fonction du lieu d'exercice** : les enseignant.es du Nord seraient mieux payé.es que dans le Sud où la vie est moins chère.

Religion et sexualité au centre des polémiques

La tradition et l'identité chrétienne s'invitent dans de nombreuses prises de paroles publiques et illustrent la coloration politique du ministère de l'Education et du Mérite.

Le projet de loi pour sanctionner les écoles qui n'autoriseraient pas les crèches ou les spectacles de Pâques et Noël n'est qu'un exemple. Le fait que le gouvernement refuse une éducation à la sexualité obligatoire en est un autre, fustigeant au passage la « *propagande de genre* ». On pourrait citer encore le questionnement pour savoir s'il faut ou non, donner un jour férié dans certaines régions pour la fin du Ramadan.

L'humiliation comme outil pédagogique

Toutes ses mesures prise ou à venir ont un socle idéologique. Guiseppe Valditara est un universitaire, qui s'est, tout au long de sa carrière, occupé des questions éducatives. Il vient de publier un livre qui explique sa politique « *L'école des talents* » où il prône la sélection, la performance, où il valorise l'autorité, rejette 1968, responsable de tous les maux selon lui, où il décrit une « *culture du respect* » et non pas une culture du « *bien être éducatif* ».

Sans surprise, il fait l'**impasse sur les questions de stress, de santé mentale, de bien être psychologique des élèves.** Pour lui l'**école doit éduquer** et le reste importe peu. Pire, **l'humiliation y est vue comme un outil pédagogique**. Les échecs des élèves doivent être des éléments déclencheurs d'une prise de conscience : il ne faut pas encourager mais être « *objectif* » sur les insuffisances. Un principe qu'il applique prioritairement aux étrangers, dont il estime que l'intégration est un « *échec ».* Pour eux, des dispositifs à part seront créés.

L'extrême-droite ça ne s'essaie pas

L'UNSA Éducation le répète : l'extrême-droite ça ne s'essaie pas. Après la Hongrie, nous voyons que tous les partis d'extrême-droite cherchent à mettre au pas le corps professoral et font de l'école le bastion de leur bataille idéologique et culturelle. Tout comme Viktor Orban, Georgia Meloni détricote aussi les libertés fondamentales : droit à l'IVG, homoparentalité dans le viseur, répression violente des manifestations, mesures antisociales comme l'élimination du revenu de base pour les plus pauvres etc. Plus que jamais, le danger de l'expansion de l'extrême-droite en Europe est présent. Aux citoyen.nes de se mobiliser le 9 juin. Votons !

Article publié sur le site UNSA éducation

Elections européennes : la Hongrie, une vitrine de l’extrême-droite qui suscite crainte et réflexion

Le mouvement Fidesz de Viktor Orban, parti ultraconservateur et d’extrême-droite s’est employé, depuis son retour au pouvoir en 2010, à **limiter l’exercice de la démocratie dans son pays**. Il a de nouveau triomphé aux élections de 2022, en obtenant plus de la moitié des voix et deux tiers des sièges au Parlement. De quoi lui laisser les coudées franches **pour réduire l’indépendance des médias, de la justice, détruire méthodiquement l’éducation et mettre la main sur les institutions culturelles**. Il se réclame du concept de « démocratie illibérale » : les électeurs, sont encore là pour la façade. **Éducation muselée, société cadenassée, l’UNSA Éducation fait le tour des mesures prises en Hongrie qui prouvent, une fois encore, que l’extrême-droite, ça ne s’essaie pas.**
Lire l'article complet sur le site UNSA éducation